



*Institut d'Accompagnement des Carrières
Diplomatiques et Internationales*



Géopolitique du COVID-19

Synthèse de débats panafricains sur une pandémie planétaire

Facilitateur : Dr Poussi SAWADOGO

Diplomate – Communicateur

Conseiller en formation/IACDI

Avril 2020

Table des matières

Contributeurs/trices	4
Introduction	6
TOME I	7
Acte 1 : Vers un changement des critères de puissance et un bouleversement de l'ordre mondial.....	8
Acte 2 : L'Afrique face à la pandémie, l'intégration régionale sacrifiée	9
Acte 3 : Le panafricanisme, possible solution aux défis sanitaires....	11
Acte 4 : Les conséquences du COVID-19 sur l'économie africaine....	12
Acte 5 : Le COVID éclipse la lutte contre le terrorisme au Sahel.....	13
Outils de lancement.....	14
TOME II	15
Acte 7 : COVID-19 et éducation, tentative d'adaptation des institutions d'enseignement supérieur.....	18
Acte 8 : Le COVID-19, un allié de la nature	20
Acte 9 : Le COVID-19 et les leçons pour une souveraineté alimentaire en Afrique.....	22
Acte 10 : Le COVID-19 et le numérique, une alliance virale à la conquête du monde et un outil efficace pour traquer le virus.....	24
Outils de lancement.....	27
TOME III.....	28
Acte 11 : Le COVID-19, un fonds de commerce aux niveaux local et international.....	29

Acte 12 : Le tour de monde des mesures socioéconomiques pour survivre au COVID-19 et assurer une meilleure relance après	31
Acte 13 : Le COVID-19 oblige les Etats à soutenir les entreprises.....	33
Acte 14 : COVID-19 : générosité des gouvernants, réaction des bénéficiaires.....	34
Acte 15 : Quel consensus national pour la gestion de la pandémie ?	37
Outils de lancement.....	39
TOME IV	40
Actes 16 - 17 : Les défis communicationnels du COVID-19.....	41
Acte 18 : La base communique... le sommet silencieux ?	44
Acte 19 : L’Afrique, à quand la maîtrise de son destin par elle-même ?	46
Acte 20 : La communication politique africaine à l’heure du COVID-19	47
Outils de lancement.....	48
TOME V	49
COVID-19 : un défi pour les démocraties libérales.....	50

Contributeurs/trices

Nom(s) et prénom(s)	Fonction/profession	Pays de résidence
Abdoulkadri Amadou	Etudiant nigérien en Master relations internationales et sciences stratégiques/Centre des hautes études stratégiques de la défense à Rome	Italie
Alampoa Gaston	Diplomate	Chine (RPC)
Coulibaly Augustin	Economiste-gestionnaire	Burkina Faso
Diallo Cheik Salla	Economiste-gestionnaire	
Ganou Cyrille	Coach Administrateur des affaires sociales Spécialiste en genre, population et développement	Burkina Faso
Hounza Léonard	Coach Consultant Formateur	Bénin
Ilboudo Adeline	Spécialiste de la diplomatie et des relations internationales	Burkina Faso
Kaboré Léonie	Coach – formatrice	Burkina Faso
Kaboré Palingwendé Boukaré	Communicateur Coach – formateur	Burkina Faso
Kara Oumar	Enseignant Coach – Consultant	Burkina Faso
Koanda Boukaré	Pédologue Coach – Consultant Spécialiste en création, gouvernance et stratégie d'entreprise	Burkina Faso
Koutiébou Annabel	Sociologue	Burkina Faso
Maïga Daouda	Hydrogéologue, Coach – formateur	Burkina Faso
Millogo Vinsoun	Enseignant-chercheur UNB-Bobo-Dioulasso	Burkina Faso
Nadié Abdel Aziz Boris	Spécialiste en affaires internationales/intelligence économique	Burkina Faso

Nadinga Alida	Spécialiste de la diplomatie et des relations internationales	Sénégal
Nana Narcisse	Diplomate	Belgique
Ouédraogo Adama	Mathématicien/Maître de Conférences	Burkina Faso
Ouédraogo Adams Boris	Spécialiste de la diplomatie et des relations internationales	Burkina Faso
Ouédraogo Cheick Mohamed	Spécialiste de la diplomatie et des relations internationales	Burkina Faso
Ouédraogo François	Spécialiste de la diplomatie et des relations internationales	Burkina Faso
Ouédraogo Moumini	Diplomate	Burkina Faso
Ouédraogo Nouhoun	Historien, gestionnaire de projets	Burkina Faso
Ouédraogo Ousseni	Diplomate	Burkina Faso
Sawadogo Moussa	Journaliste et communicologue	Burkina Faso
Somé Nathalie	Journaliste	Burkina Faso
Tete Komivi Flaminia Edoh Amigo Boris	Spécialiste de la diplomatie et des relations internationales	Burkina Faso
Zerbo Armel	Spécialiste de la diplomatie et des relations internationales	Burkina Faso
Zida Mohamed	Spécialiste de la diplomatie et des relations internationales	Burkina Faso

Lien pour s'inscrire dans le groupe WhatsApp de l'IACDI et participer au débat géopolitique du COVID-19 :

<https://chat.whatsapp.com/FD08WhcQ5okAt6z5Sj5ETT>

Introduction

Cet ouvrage est une synthèse des échanges réalisés pendant le temps de confinement contre la propagation du COVID-19 décidé par les autorités gouvernementales africaines depuis la seconde moitié du mois de mars 2020. Les informations rapportées permettent de mieux comprendre le COVID-19 et ses dimensions internationales. Cette maladie est un défi géopolitique lancé aux Etats du monde et particulièrement aux pays africains...

Les participants, résidents dans plusieurs pays africains, par le canal de la plateforme WhatsApp de l'Institut d'Accompagnement des Carrières Diplomatiques et Internationales, ont contribué significativement par le partage de connaissances, d'idées et de solutions géopolitiques pour comprendre et construire le monde post-covid-19.

L'exercice consiste à échanger après le visionnage d'une vidéo sur le thème du jour. Le présent ouvrage (tome 1) contient 05 thèmes discutés du 24 au 28 mars 2020. D'autres débats suivront et permettront d'aborder une diversité de thèmes en raison de cinq thèmes par semaine.

TOME I

Acte 1 : Vers un changement des critères de puissance et un bouleversement de l'ordre mondial

Comme annoncé, l'IACDI a lancé le débat autour de la "Géopolitique du COVID-19". Les échanges ont permis de conclure, au regard de l'action diplomatique sanitaire de Cuba, de la Russie et de la Chine en Italie, qu'un nouvel ordre mondial est en train de se dessiner. La puissance de main ne sera pas seulement fondée sur la puissance militaire mais la capacité à gérer les défis sanitaires mondiaux sera prise en compte. Désormais, Cuba, la Russie et la Chine bénéficieront d'une meilleure appréciation de la communauté mondiale par rapport aux Etats-Unis, à la Grande-Bretagne et à la France qui usent et abusent de l'OTAN pour imposer leur modèle au monde.

Après analyse, on peut constater que la Chine est actuellement dans une dynamique d'initiatives pour transformer la pandémie du COVID-19 en une victoire nationale. Elle communique pour convaincre l'opinion internationale de l'efficacité de son modèle de gouvernance. La rigueur et la discipline imposées par le régime de Pékin, jugée comme une atteinte aux droits humains par les Occidentaux, sont présentées par la Chine comme la meilleure approche pour obtenir des résultats. En apportant son assistance à l'Italie et à d'autres pays, la Chine tente de remodeler les relations de l'après-COVID-19 et utilise surtout le virus comme un outil de puissance géopolitique pour surpasser son adversaire traditionnel les États-Unis. Selon Robin Niblett, directeur du thinkthank Chatlam House ; « cette pandémie pourrait être la paille qui brisera le dos du chameau de la mondialisation économique ». Le COVID-19 est en train de changer la donne. L'acte 2 aborde l'Afrique et la géopolitique du COVID-19.

Acte 2 : L'Afrique face à la pandémie, l'intégration régionale sacrifiée

Chaque Etat africain a pris des mesures allant des consignes sanitaires à la fermeture des frontières en passant par la réduction de la mobilité (couvre-feu, confinement, fermeture des marchés¹, des aéroports, des écoles, des lieux de culte...). Ils sont rares à avoir accompagné ces mesures de soutiens spécifiques pour alléger les populations vulnérables. La grande oubliée dans cette lutte est l'intégration régionale. Les organisations régionales et l'Union africaine sont aux abonnés absents des mesures transnationales ou panafricaines contre la pandémie. On fait le constat que les organisations sous-régionales se sont toutes dissoutes dans les vagues soulevées par cette pandémie.

Une action individuelle dans les cadres des Etats pourrait se révéler insuffisante face au défi qu'impose le COVID-19. Mais cela n'est que le résultat d'un manque de vision, de prospective et de leadership des gouvernants africains depuis les indépendances. Une alliance stratégique entre les décideurs politiques et les leaders d'opinion (religieux, traditionnels, associatifs) est indispensable pour l'adhésion des communautés aux messages de lutte contre le COVID-19. Les Africains doivent tenir compte de l'alerte de l'OMS sur la probable situation chaotique que pourrait

¹ Pour ce qui concerne la fermeture des marchés dans le cadre de la lutte contre le COVID-19, l'Etat pourra réaménager en autorisant la réouverture de ceux clôturés où l'on peut facilement avoir une seule porte d'entrée et une seule de sortie, tout en fermant les autres portes. Devant la porte d'entrée, il y aura une équipe (sécurité et santé) et à la porte de sortie uniquement une équipe de sécurité. L'accès est conditionné au port permanent de masques.

connaître le continent. Certains observateurs voient en cette déclaration de l'OMS une posture qui confirme sa complicité avec les firmes pharmaceutiques, une question géopolitique à approfondir. Les Africains doivent se réveiller et s'assumer et le COVID-19 leur donne une belle opportunité d'émancipation. Nous reviendrons demain sur la même question de leadership africain et la gestion du COVID-19.

Acte 3 : Le panafricanisme, possible solution aux défis sanitaires

Des intellectuels comme Cheikh Tidiane Gadio, ancien ministre des affaires étrangères du Sénégal, appellent à la concrétisation du rêve panafricaniste. Analysé à la lumière de la crise du COVID-19, on peut affirmer que le panafricanisme est en danger avec la reprise en main du contrôle des frontières nationales par les Etats. Les divisions ne sauveront pas l'Afrique. Les États africains pris individuellement resteront toujours des pré carrés des autres puissances du monde.

Cependant, si le rêve panafricaniste s'était réalisé, une vision commune allait naître soutenue par un leadership bien éclairé avec une mutualisation des intelligences et des ressources pour le progrès. Cette mise en commun si elle était réelle aujourd'hui aurait permis de faire face de manière appropriée à ce fléau que les Etats africains vivent actuellement.

Il faut persévérer dans le sens de promouvoir le panafricanisme. Les discussions actuelles sur la zone de libre-échange continentale, sur la banque panafricaine et sur la monnaie commune portée par la jeunesse et les sociétés civiles africaines sont porteuses d'espoir. Le panafricanisme, expression de l'idéalisme africain, tant combattu par les préférences politiques individuelles et égoïstes, revient à la charge pour dire l'urgence africaine de l'unité. Une médecine panafricaine pourrait ouvrir de meilleures perspectives de prise en charge du COVID-19.

La soirée du 27 mars sera consacrée aux conséquences du COVID-19 sur les économies africaines.

Acte 4 : Les conséquences du COVID-19 sur l'économie africaine

Des avions cloués au sol, des marchés qui se ferment, des villes en quarantaine. L'économie africaine, extravertie et dépendante de l'extérieur prend un sérieux coup avec l'expansion mondiale du COVID. Le marché intérieur des pays et les marchés inter-régionaux sont embryonnaires et ne peuvent pas répondre aux besoins de survie des populations. Le caractère informel des économies africaines les expose davantage dans ce contexte pandémique. Il est impératif pour les gouvernements africains de trouver des solutions d'accompagnement adaptées pour éviter la violation des mesures par les populations vulnérables.

Il importe de mettre en place une structure holistique de gestion de la crise qui est multidimensionnelle (sanitaire, sécuritaire, économique, sociale, psychologique, humanitaire, diplomatique...). La gestion du COVID-19 est plus qu'une question de secteur. C'est une question nationale et nécessite la contribution de personnes ressources pertinentes autour du Chef de l'Etat. Les gouvernants doivent se surpasser pour rassembler les compétences publiques, privées, associatives et communautaires pour faire face aux défis multidimensionnels qui s'imposent.

Il faut saluer les efforts chercheurs, des experts et des think-thanks africains qui interpellent et proposent des solutions diverses pour faire face à la pandémie. Les mesures prises par la BECEAO le 21 mars 2020 sont également de nature à protéger les entreprises et les économies de la zone UEMOA.

Acte 5 : Le COVID éclipse la lutte contre le terrorisme au Sahel

Boko Haram frappe durement l'armée tchadienne faisant 92 morts, le 25 mars 2020. Le Niger neutralise un chef de Boko Haram, Ibrahim Fakoura, lors d'une opération menée entre le 10 et le 16 mars 2020 dans les îles nigériennes du lac Tchad. Le chef de l'opposition malienne, Soumaïla Cissé a été enlevé par des terroristes, le mercredi 25 mars 2020. Le Mali défie le terrorisme et le COVID-19 pour respecter ses engagements démocratiques en organisant des élections législatives le dimanche 29 mars 2020.

Les pays du Sahel sont contraints de lutter sur deux fronts, le premier contre l'extrémisme violent et le second contre le coronavirus. Il faut plus de moyens mais surtout de leadership, de vision et d'organisation pour relever ces défis sécuritaires et sanitaires. Agir de manière synergique et cohérente pourrait aider les Etats à mieux répondre à ces défis. C'est aussi le moment de renforcer des actions dans un cadre multinational pour mutualiser les moyens et les compétences. L'indépendance se nourrit de l'interdépendance et le panafricanisme comme paramètre fort de résilience pour nos Etats se pose avec acuité.

Le COVID-19 semble avoir ravis la vedette aux attaques terroristes. Il a pu bloquer le système mondial : fermeture des frontières, quarantaine des villes, confinement des populations, arrêt de diverses activités économiques, commerciales, politiques, sociales, religieuses... Il faut pourtant demeurer vigilant face à tous les défis. C'est le moment de l'union des forces pour faire face en sortant du souverainisme suicidaire.

Outils de lancement

Actes	Outils
1.	France 24, « Cuba, Russie et Chine au chevet de l'Italie », publié le 23 mars 2020, in https://www.youtube.com/watch?v=VRJNSnQl6ZQ&t=96s (visionné le 24 mars 2020).
2.	Radio-Canada Info, « L'Afrique face au coronavirus », in https://www.youtube.com/watch?v=BUXWd61n5DA (visionné le 25 mars 2020).
3.	jeggema Tv, « Message du panafricaniste Dr. Cheikh Tidiane Gadio aux enfants de l'Afrique », publié le 21 juillet 2019, in https://www.youtube.com/watch?v=US3AuQFnuK8 (visionné le 26 mars 2020).
4.	Africa 24, « Afrique, COVID-19 : BAISSSE de 4,4 milliards USD DU TRAFIC AERIEN », publié le 23 mars 2020, in https://www.youtube.com/watch?v=PRb_EHLMW0 (visionné le 27 mars 2020).
5.	Tchaditude TV, « Attaque de Boko Haram au Tchad dans la province du LAC », publié le 25 mars 2020, in https://www.youtube.com/watch?v=-oXtE8Gvm50 (visionné le 28 mars 2020).
	Africa 24, « Niger, LE DJIHADISTE IBRAHIM FAKOURA ÉLIMINÉ », publié le 23 mars 2020, in https://www.youtube.com/watch?v=sSNSO9qnMGA (visionné le 28 mars 2020).
	Africa 24, « Mali, ENLÈVEMENT DE SOUMAILA CISSÉ », publié le 28 mars 2020, in https://www.youtube.com/watch?v=Esu0Iig0KaI (visionné le 28 mars 2020).
	Africa 24, « Mali, ENLEVEMENT DE SOUMAILA CISSE », publié le 26 mars 2020, in https://www.youtube.com/watch?v=zKAd6Agwzv8 (visionné le 28 mars 2020).

TOME II

Acte 6 : Le COVID-19 et l'ambition de puissance dans la mise à disposition des médicaments

Les Etats sont en compétition pour trouver le remède contre le COVID-19. Ils mènent des recherches scientifiques pour découvrir le vaccin ou les médicaments curatifs afin de soulager le monde. Au-delà d'une intention éthique, il y a également une envie de puissance. Européens, Américains, Chinois et Russes s'engagent dans la course. Les Africains font également partie de l'aventure. Le pays qui trouvera le vaccin sera le sauveur de l'humanité. La science devient un outil de puissance dans un contexte de défi sanitaire planétaire. L'espoir viendra-t-il de l'Afrique ? Pour le moment, la science a permis la mise en œuvre d'un test rapide d'une heure en Italie.

Une guerre franco-française se mène à la vue du monde à travers la controverse entre le Professeur marseillais, star en infectiologie, Didier Raoult et le gouvernement français puis l'OMS. L'essai clinique en pleine confirmation d'expérimentation effectué par le Pr Didier Raoult et contesté par les proches de l'Elysée, n'est pas sans cacher des velléités de rivalités de notoriété de l'Institut Pasteur, plus acquis à la cause des autorités de Paris. Voilà comment en temps d'urgence sanitaire, des labels pharmacologiques et médicaux peuvent se livrer des combats qui font fi du mal à affronter.

Au-delà de la recherche du vaccin et du médicament curatif, certains pensent que l'Afrique pourrait servir de terrain de test par l'administration d'un vaccin trouvé ailleurs à des cobayes africains. D'autres redoutent une attaque contre la démographie africaine par l'administration de vaccins qui seraient des produits

de stérilisation des populations africaines. Est-ce le fruit de l'imagination ou bien un complot démasqué ?

L'Afrique et les Africains ont l'opportunité de prendre leur vraie indépendance avec cette opportunité que nous offre cette épreuve à envergure planétaire. Cela suppose qu'on fédère nos expertises en terme de médecines (moderne et pharmacopées), que nos experts acceptent partager leur savoir, mais aussi et surtout que nous ayons des dirigeants forts qui résistent à toute pression extérieure. C'est une urgence qui exige un changement de la donne.

Une concertation des acteurs de la gestion du COVID-19 aux niveaux national et régional est nécessaire. L'alliance bénino-burkinabè dans le processus de validation de l'APIVIRINE pour soigner le COVID-19 constitue une piste intéressante de collaboration entre chercheurs africains.

Il importe que l'OOAS joue un rôle de leadership pour rassembler les compétences publiques, privées et associatives ouest africaines du secteur de la santé pour relever le défi du COVID-19.

Acte 7 : COVID-19 et éducation, tentative d'adaptation des institutions d'enseignement supérieur

Suite à la décision des gouvernements africains de fermer les écoles pour limiter la propagation de la pandémie, certaines institutions d'enseignement supérieur ont basculé dans les cours en ligne. Si parmi elles, il y en a qui avaient une pratique consolidée, d'autres s'engagent dans un nouveau terrain afin de ne pas faire perdre du temps à leurs apprenants. La situation peut être mise à profit pour résoudre la question des nombres pléthoriques dans les universités publiques. Les cours en ligne sont une alternative salvatrice aussi bien pour le public que pour le privé. Il reste à renforcer l'infrastructure et à la sécuriser. Il faut relever aussi le défi du renforcement des capacités des enseignants pour des contenus adaptés aux besoins des marchés africains et internationaux.

Les cycles primaires et secondaires auront plus de mal à suivre le rythme. En France, les écoles envoient les cours par mail ou whatsapp aux parents qui les administrent aux enfants et retournent les travaux scannés aux enseignants. Un effort particulier doit être fait pour une meilleure connexion des zones rurales. En Italie où les écoles sont fermées et les élèves confinés depuis le début de la pandémie, les cours continuent à distance. La méthode académique de « WhatsApp » de la France s'est inspirée très vite de l'expérience italienne au niveau du secondaire et primaire. La particularité au niveau universitaire est que les plateformes reçoivent également les audios des cours des professeurs avec les présentations donnant à l'étudiant la possibilité d'écouter et réécouter le cours. En Italie, mêmes les

soutenances des mémoires de fin d'études sont prévues par vidéo conférence.

Les pays africains devraient engager les compétences nationales et les experts burkinabè résidents dans d'autres pays pour une utilisation plus affirmée des TIC dans les secteurs vitaux comme l'éducation, la santé et l'agriculture.

Le COVID-19 offre une opportunité de réflexion sur les systèmes éducatifs africains. Les programmes éducatifs devraient être revus de sorte que l'éducation soit plus pragmatique, orientée vers les spécialisations et l'emploi et limiter au mieux son caractère général et infini.

Les chaînes de télévision peuvent contribuer également à donner des cours en lieu et place des téléromans. Cela serait leur contribution citoyenne à l'éducation des enfants de la nation dans une logique de leur responsabilité sociale des entreprises.

Acte 8 : Le COVID-19, un allié de la nature

Le nature, animaux et plantes, reprend vie avec le confinement des hommes. L'industrie polluante est au ralenti ou à l'arrêt. Les agressions contre la nature ont considérablement diminué. La nature souffle un peu dans le silence, le calme et la pureté. Les hommes ont trop brimé la nature et le COVID-19 met à nu cette « barbarie écologique », ce « terrorisme climatique ».

Les hommes ont pris conscience de l'importance de la nature qui semble être la source du remède. En Afrique, la médecine par les plantes offre des promesses pour faire face à la pandémie. Le rapport de l'homme à la nature devrait changer après cette expérience douloureuse. Il faut prendre soin de la nature afin qu'elle puisse prendre soin des hommes. Nier notre alliance avec la nature, c'est choisir le péril de l'espèce humaine. La contribution de tous les acteurs, urbains et ruraux, experts et non, jeunes et vieux, femmes et hommes, doivent être prise en compte dans cette nouvelle alliance avec la nature. La forêt de Yacouba Sawadogo à Ouahigouya dans le Nord du Burkina Faso, prix noble alternatif, est un exemple d'engagement pour la nature. Le développement local est l'alternative pour un développement intégral.

Le comportement de l'administration en matière de consommation de papier et d'encre devrait changer. Il faudrait privilégier la documentation numérique.

Le risque d'une surconsommation dommageable à l'environnement après la crise sanitaire n'est pas à exclure dans un monde où le profit dicte sa loi. Il importe de mettre en place

des organisations fortes pour interpeller et mettre la pression sur les industriels et les gouvernants.

Il faut revenir aux r aux sources en explorant les médecines traditionnelles comme les Chinois, nous engager individuellement à adopter de meilleurs comportements pour notre cadre de vie. Il faut trouver des alternatives naturelles à nos besoins nutritionnels et sanitaires.

Acte 9 : Le COVID-19 et les leçons pour une souveraineté alimentaire en Afrique

La pandémie du coronavirus impacte négativement le secteur de l'alimentation. Des stocks alimentaires des plus fortunés à l'aide alimentaire pour les plus vulnérables, le COVID-19 met à nu les inégalités dans l'accès à la nourriture partout dans le monde. L'Afrique ne fait pas exception et les mesures prises n'auront de chance d'être respectées que si des actions d'accompagnement s'opèrent pour alléger les plus pauvres. Au Sénégal, au Niger et en Côte d'Ivoire, l'Etat envisage apporter de l'aide alimentaire aux populations vulnérables.

Le problème se situera à deux niveaux : la production et la distribution. La pandémie rappelle l'importance de développer la production locale. Avec la fermeture des frontières, il sera difficile d'alimenter les populations avec les denrées importées. Le défi est plus grand pour les pays sahéliens avec les contraintes sécuritaires qui handicapent la production locale. Il faut cependant tout faire pour éviter des émeutes de la fin qui pourrait menacer la stabilité des Etats africains déjà fragilisés par les défis sécuritaires et les difficultés économiques.

Il faut aussi revenir aux fondamentaux de la solidarité qui permet d'éviter le gaspillage. Il faut faire du don notre « frigo social » selon l'expression de Marcel Mauss. Il faut aussi encourager la production familiale à domicile concernant les légumes. Cela a l'avantage de permettre une consommation saine. Nous sommes face à une situation à conséquences systémiques. Pour notre souveraineté alimentaire il faut une batterie de mesures au niveau des producteurs à la base. Cela prend en compte la promotion de la recherche pour des semences adaptées au changement

climatique, tout en valorisant les savoirs et les savoir-faire locaux, la vulgarisation de technologies économes d'eau comme les systèmes de goutte à goutte à subventionner par l'État en encourageant nos artisans nationaux. Il faut tenir compte des expériences antérieures dans le pays et dans la sous-région. C'est tous les systèmes éducatif et agricole qui doivent être revus. Pour cela, il faut de la vision et du leadership porté par le sommet avec à la clé une prospective réelle de développement.

Il faut une mentalité de rupture comme le suggère le scientifique béninois Valentin Agon : « A quand la fin de la dépendance de l'Afrique ? N'attendons plus un instant, rompons avec nos politiques d'aides et de dépendance et ouvrons nos yeux sur ce qui fait notre richesse et mettons-la en valeur et nous serons les bailleurs des autres très prochainement. L'Afrique n'a pas besoin d'aide, elle a besoin de l'éveil du génie de ses fils patriotes et leur engagement à changer le cours de son histoire peu reluisante. Etes-vous conscient du drame que nous vivons chaque jour ? [...] Nous n'avons pas besoin de l'influence de toutes les forces du monde pour résoudre nos problèmes. »

Acte 10 : Le COVID-19 et le numérique, une alliance virale à la conquête du monde et un outil efficace pour traquer le virus

Il y a vingt ans, si le COVID-19 avait fait son apparition, il ne sera pas très bien entendu. Le confinement sans Internet serait une prison invivable. Mais au-delà de ça, les TIC sont un puissant outil de lutte contre la propagation du virus. Il se pose un dilemme entre protéger les droits humains et lutter contre la propagation du virus.

Il ne faut pas occulter le pouvoir du numérique à semer la peur et à diffuser les fausses informations. Le numérique a donc des effets pervers sur les individus et les communautés. Il faut une éducation aux réseaux sociaux pour aider les populations à consommer les informations véhiculées par le numérique. Il faut faire un bon usage des informations diffusées par le canal du numérique où les données d'experts disputent l'espace avec des propos de charlatans.

Hadja Fatimata Ouattara, ministre en charge du numérique affirme que « l'épidémie du COVID-19 devrait amener tous les pays à consolider les acquis de la transformation numérique ». On comprend l'engagement des entreprises de tous les secteurs au télétravail à travers l'utilisation du numérique.

Le COVID-19 est un facteur d'innovation et de créativité dans le domaine du numérique. En effet, un groupe de jeunes burkinabé a même inventé le logiciel qui permet d'avancer dans la détection de la maladie à coronavirus.

En guise de conclusion, nous partageons ce témoignage d'un diplomate burkinabè résidant en Chine : « Les TIC ont véritablement joué un rôle capital dans la lutte contre la propagation du Covid-19 en Chine.

En plus de l'autorité de l'Etat et la discipline de la population, il faut reconnaître que les Nouvelles Technologies ont été le facteur déterminant pour les autorités chinoises de venir à bout de cette pandémie.

La ville de Pékin, dotée de plus de 2 millions de caméras publiques de surveillance, tout comme la plupart des autres villes chinoises a permis d'éviter le déploiement physique de la Police sur toute l'étendue de la Chine.

Le déploiement des drones équipés de caméras, de haut-parleurs et de QR à scanner ont également sillonné toutes les rues pendant les premières heures du Covid-19 avec pour but de sensibiliser la population.

En sus, il faut noter qu'habituellement, la connexion internet (4G et 5G) est accessible sur toute l'étendue du territoire. Avec, un abonnement de 6.000 FCFA environ, on a droit à 20 GB de connexion et 300 minutes d'appels nationaux gratuits par mois.

Aussi, tous les bâtiments, super marchés, magasins, services et marchés publics sont équipés, en plus des caméras internes, d'un dispositif de caméra infrarouge pour relever la température et faire la reconnaissance faciale.

L'équivalent du réseau social WhatsApp utilisé en Chine est le WeChat auquel le compte bancaire de chaque utilisateur est directement connecté avec toutes les informations de l'identité.

Les achats sur toute l'étendue du territoire se font par ce réseau social qui permet également de retracer chaque utilisateur. Les billets de banque sont très peu utilisés en Chine.

Le système mis en place est tel que, dès qu'un étranger atterri à n'importe quel aéroport de Chine, le passeport et le visage de la personne sont enregistrés dans une base de données et grâce aux milliers de caméras, la Police peut retrouver chaque personne où qu'elle soit, en temps réel.

Grâce à l'avancée de la technologie (informations sanitaires accessibles sur le net, contrôle des déplacements de la population, vidéoconférences entre agents de santé du monde, interventions médicales assistées, facilité des recherches scientifiques etc.) les États du monde ont réussi à contenir les dégâts de la pandémie, quoi que son niveau actuel semble désastreux.

La situation du Covid-19, ouvre des perspectives pour nos États de prospector de nouvelles pistes, qui permettent non seulement, de secourir les personnes en danger ou dans le besoin mais aussi, de lutter contre le blanchiment d'argent, le banditisme, les crimes organisés, la contrefaçon... »

Outils de lancement

Actes	Outils
6.	i24NEWS Français, « Course mondiale pour le vaccin contre le Covid-19 », publié le 17 mars 2020, in https://www.youtube.com/watch?v=8X7PgPNgArU (visionné le 30 mars 2020).
7.	Gabon 24, « GABON ÉDUCATION COVID 19, VERS UN ENSEIGNEMENT À DISTANCE », publié le 23 mars 2020, in https://www.youtube.com/watch?v=ewdsSLfhgTw (visionné le 31 mars 2020).
8.	France 24, « Quel impact du coronavirus sur l'environnement ? », publié le 23 mars 2020, in https://www.youtube.com/watch?v=Phv10KbiJxs (visionné le 1 ^{er} avril 2020).
9.	Doctissimo, « 10 conseils pour bien manger pendant le confinement », publié le 26 mars 2020 in https://www.youtube.com/watch?v=ptu7CAB7KtA (visionné le 02 avril 2020).
10.	Denys Malengreau, « COVID-19 et technologies numériques : cas pratiques en Chine », in https://www.youtube.com/watch?v=JLWj04wA2v8&t=433s (visionné le 03 avril 2020).

TOME III

Acte 11 : Le COVID-19, un fonds de commerce aux niveaux local et international

La présente discussion porte sur le COVID-19 comme fonds de commerce des multinationales, des Etats, des Organisations internationales et de bien d'autres acteurs au niveau local et international. Cet élément vidéo reflète-t-il une certaine réalité dans le monde ? Les intérêts particuliers sont-ils plus forts que les intérêts communs ? Peut-on moraliser les acteurs internationaux ? Y aurait-il des scandales liés à la gestion du COVID-19 par les acteurs publics et privés en Afrique et dans le monde ?

Selon l'école réaliste des relations internationales, la morale a moins sa place dans les rapports interétatiques et seuls les intérêts priment. La pandémie devient une opportunité pour se remplir les poches et tirer les avantages nécessaires pour dans le sens de sa prospérité. Le malheur des malades fait le bonheur des firmes pharmaceutiques et de tous ceux qui peuvent tirer profit de la pandémie. Tout comme l'industrie de l'armement ne souhaite pas la fin des conflits armés, les firmes pharmaceutiques aimeraient voir la pandémie s'éterniser pour le bonheur des affaires. Les médicaments sont faits pour être vendus et il faut des malades et même des morts pour faire marcher les affaires.

La faiblesse des systèmes de santé des PVD les contraint à être sous la domination des grandes puissances ou des firmes internationales qui essayent d'exploiter cette opportunité pour faire avancer leurs objectifs. Cette pandémie étant en réalité un défi existentiel, l'idéal serait que les États africains trouvent leurs propres solutions holistiques et équitables. A défaut, l'après-COVID-19 risque d'être une ère où le fossé entre riches et pauvres va s'agrandir avec un profond endettement pour les pays

africains. Il faut comprendre les enjeux géopolitiques du COVID-19 et anticiper pour ne pas sombrer dans la dépendance.

Acte 12 : Le tour de monde des mesures socioéconomiques pour survivre au COVID-19 et assurer une meilleure relance après

Qu'ont-elles pris comme mesures les autorités des pays dans lesquels vous vivez ? Au Bénin, au Burkina, au Sénégal, en Italie, en Chine... Dans d'autres pays comme au Ghana, en CI, au Niger, en France, au Canada, aux USA... En plus de votre vécu, faites recours à vos capacités de recherche... Des discours similaires en vidéos ou en écrits pourront être partagés sur la plateforme... Le thème est tellement important que nous allons lui consacrer les 04 jours de la semaine qui restent...

Le document principal est le discours du président gabonais, Ali Bongo. Son message a du volume aussi bien dans le fond que dans la forme. Les mesures prises sont justes et touchent tout le monde. Le message en lui-même est rassurant. Il s'agit d'une communication politique et institutionnelle qui mobilise et rassemble. Dans son intervention, chaque catégorie de la société a été touchée. Pour les plus vulnérables, l'État prend en charge l'eau, l'électricité et le loyer. Il rassure tous ceux qui seront touchés (bailleurs) qu'ils ne sont pas oubliés. Le transport public est gratuit. Et le plus rassurant est que cela n'est pas limité dans le temps. Ça montre le niveau d'empathie du chef. En substance, il montre son engagement de protéger chaque citoyen. Au Rwanda, le gouvernement cède un mois de salaire pour la prise en charge des plus vulnérables². En ce qui concerne le Niger, à l'instar des autres pays de l'Afrique, a vite réagi en prenant des mesures

² Lien : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/04/07/au-rwanda-le-gouvernement-prive-de-salaire-pour-aider-la-population-face-au-coronavirus_6035802_3212.html

sanitaires et des mesures socioéconomiques, notamment une remise gracieuse de peine pour désengorger les prisons, prise en charge par l'Etat de factures d'électricité et d'eau pour une certaine tranche sociale des mises en place de possibilités de crédits, suspension des contrôles fiscaux, contrôle de prix pour contenir l'inflation, etc.

En résumé, pour ce qui concerne l'Afrique, deux premiers aspects peuvent être considérés, notamment la santé économique du pays concerné et la faible prise en compte de l'inégalité sociale initiale dans cette crise. Les solutions sont orientées vers le milieu urbain occultant le secteur rural productif. Selon un participant au débat, « Au Burkina Faso, le Président du Faso a effleuré avec 30 milliards dans l'achat des intrants mais le milieu rural doit d'abord vivre comme tout le monde avant de produire. Nous espérons que l'épidémie sera circonscrite dans les grands centres urbains. Ce qui permettra au milieu rural de continuer sa vie classique et maintenant bénéficier du soutien pour la production. »

L'Italie a pris plusieurs mesures d'accompagnement socioéconomiques au profit de sa population dès le début de cette crise et particulièrement dans les régions les plus touchées, des soutiens aux personnes vulnérables, les démunis.

Comme au Rwanda, il faut s'inscrire dans une logique de prise en compte de l'effort interne de résolution des problèmes par les Etats africains. Il faut encourager une contribution citoyenne et solidaire des couches aisées de la société. Cela nécessite une meilleure gouvernance des ressources collectées.

Acte 13 : Le COVID-19 oblige les Etats à soutenir les entreprises

Allègements fiscaux et paiement des salaires des employés des entreprises par l'Etat sont entre autres des mesures des gouvernants du monde pour sauver le secteur public et privé productif. Il est important de noter que la plupart des mesures prises concernent d'abord la survie de ces entreprises. La question de la relance de l'économie viendra après avoir stabilisé la situation. L'urgence est de sauver l'essentiel et d'éviter des mouvements sociaux suite à la faillite des PME et PMI et même des grandes entreprises.

Quels sont les enjeux géopolitiques de ces soutiens ? Un participant fait une pertinente analyse sur la dimension stratégique du soutien de l'Etat aux entreprises privées dans ces moments de menace globale : « De manière stratégique, ces soutiens s'inscrivent dans une dynamique de préservation des acquis en terme d'emplois stables. Le secteur privé occupe une place importante en matière de créations d'emplois et l'incapacité de ces dernières à faire face aux charges "incompressibles" pendant ces périodes d'inactivité doit être traitée avec diligence par le gouvernement. La chute des entreprises ou du secteur privé pèsera fortement sur l'économie nationale entraînant l'écroulement de l'Etat incapable de protéger son économie. En 2008 aux USA les gouvernants ont hésité mais ont dû soutenir le privé avec l'argent public pour éviter la faillite globale. Ce fut le cas aussi en Europe malgré l'opposition de l'Allemagne au début. » Il y a un véritable risque d'un krach contre l'économie mondialisée. L'économie chinoise semble prendre sa revanche sur celles américaine et européenne avec un probable basculement des pôles de gouvernance de l'économie mondiale.

Acte 14 : COVID-19 : générosité des gouvernants, réaction des bénéficiaires

Comment les bénéficiaires ont-ils accueilli les mesures d'accompagnement des gouvernants pour aider les populations vulnérables et les entreprises victimes de la pandémie à survivre la période difficile du confinement et de la quarantaine ?

Au Burkina Faso, l'appréciation est mitigée. Certains bénéficiaires saluent les efforts consentis par l'Etat et d'autres jugent que les mesures d'accompagnement ne sont pas destinées aux véritables personnes vulnérables. « Par exemple les habitants des zones non loties affirment avec justesse qu'ils ne sont pas bénéficiaires de ces mesures au regard de l'absence du courant dans ces zones. Malgré la réduction du prix du pack solaire (140.000 f par tempérament au lieu 240.000 f) il reste hors de la portée de certains. Les bornes fontaines qui doivent servir gratuitement l'eau aux personnes vulnérables sont inopérantes toute la journée alors la nuit il y a le couvre-feu », constate un observateur burkinabè. Les mesures d'accompagnement ne sont pas holistiques. Elles ne touchent que quelques secteurs jugés durement touchés par la pandémie comme le tourisme et les transports.

Pour d'autres, les mesures fiscales et sociales arrangent plus les plus nantis. « Par exemple les exonérations avantagent les chefs d'entreprises et pas les employés. » On peut donc affirmer que les entreprises pourront profiter des mesures du gouvernement avec un bénéfice net. Mais le risque est que l'incivisme fiscal et l'accointance politico-business feront perdre aux mesures

orientées sociétés et entreprises leur impact réel dans relance économique recherchée.

La parole présidentielle devrait être opérationnalisée par les institutions nationales à l'image des mairies. Concernant les mesures à prendre pour permettre aux femmes de vendre les produits frais, les concernées sont toujours dans l'attente car certains pouvoirs locaux demeurent muets. A Saaba, à la périphérie est de Ouagadougou, un vaste terrain est consacré à ces femmes et les ventes se déroulent de manière satisfaisante. A Kaya, les femmes ont réinvesti les bordures du marché dans des conditions ne respectant pas les consignes sanitaires. Ces comportements qui ressemblent à du boycott seraient sans doute liés à un instinct de survie au regard de la précarité dans laquelle vivent ces populations.

En faisant le parallèle avec la construction des routes, les décideurs devaient trouver des moyens de contournement ou de déviation. En d'autres termes, elles devaient identifier des sites de désengorgement pour chaque catégorie d'acteurs. « On peut même doter les gens de tables adaptées pour que chacun vende devant sa porte. »

Au niveau du secteur de la culture, certains artistes contestent la légitimité du comité chargé de réfléchir sur les moyens de mitigation du phénomène.

Les zones rurales semblent être les parents pauvres des mesures d'accompagnement. Il fallait une démarche inclusive prenant en compte toutes les composantes de la vie nationale dans le

processus d'identification des besoins. La crise sanitaire offre une opportunité de rapprochement de tous les Burkinabè pour opérationnaliser le discours sur la réconciliation nationale. Pour venir à bout du COVID-19, l'union sacrée est indispensable. Il faut une gestion participative et inclusive en lieu et place d'une gestion partisane. Il fallait une telle démarche inclusive dans la gestion sécuritaire depuis 2016.

Au lieu des dons à distribuer aux plus vulnérables, l'Etat aurait pu subventionner le prix des denrées de premières nécessités afin de permettre de les acquérir à prix social. Cela facilitera l'acquisition de ces denrées par le plus grand nombre.

Acte 15 : Quel consensus national pour la gestion de la pandémie ?

De Libreville à Paris en passant par Cotonou, Niamey, Abidjan, Dakar, Ouagadougou, entre autres, les Chefs d'Etat ont appelé à l'union sacrée pour lutter contre le COVID-19. Des mesures de confinement, de quarantaine, d'hygiène ont été prises. Des actions pour accompagner les populations vulnérables et les entreprises victimes ont été décidées. Selon les réalités politiques de chaque pays, comment agir en synergie en évitant l'instrumentalisation politique des mesures d'accompagnement ou en évitant que les populations ne perçoivent les efforts consentis comme des aides politiques destinées à des partisans ? Comment unir toutes les forces nationales pour venir à bout de la pandémie. Même en France, au départ, l'opposition avait une posture critique vis-à-vis de Macron. Mais l'urgence de la situation a imposé le consensus. Cette urgence est-elle sentie en Afrique ? Au Burkina Faso, au-delà des initiatives gouvernementales, l'assemblée nationale a lancé une collecte de fonds pour lutter contre la pandémie. Ces fonds seront gérés à travers un compte sous le contrôle des structures de lutte anti-corruption. Le gouvernement dispose de son fonds géré par le ministère en charge des finances. Comment créer la synergie entre ces différentes actions ?

L'État burkinabè avait prévu 500 millions pour gérer la crise du COVID-19. Le plan a été fait sur la base individuelle ou de partenaires et les montants ont évolué dans l'urgence de 9, 11 milliards à 177 milliards. Dans cette situation, seulement environ trois milliards étaient collectés. Mon inquiétude est d'où viendra 177 milliards puisque le pays n'a pas prévu un budget de crise conséquent.

Concernant les frais destinés à la prise en charge des populations vulnérables, le gouvernement devrait faire des ajustements budgétaires

car il ne disposait pas de ressources en épargne pour gérer la situation. Les montants alloués au plan de relance sont en réalité des ajustements fiscaux et des prêts bancaires. Aucune somme ne viendra des caisses de l'État. La relance sera l'œuvre des populations à la base quand l'heure de la mobilité va sonner.

A partir du moment où l'Etat ne peut pas financer ce plan, il faut rassembler tous les Burkinabè autour d'une cause commune de survie. En ce moment, il faut cultiver la confiance entre gouvernants et gouvernés. Ce qui est un défi énorme au regard du déficit de confiance entre les concernés avant la crise. Sans le rétablissement de la confiance, l'effort national attendu risque d'accoucher peu de chose. La confiance ne peut être rétablie que si les gouvernants adoptent la redevabilité et renoncent aux petits avantages partisans. Il faut privilégier une gestion transparente à travers la publication et la mise à jour régulière des informations relatives au budget, au programme d'activités, au rapport d'activités sur les sites web des institutions.

Il faut éviter que la prise en charge des gestionnaires administratifs n'engloutisse l'essentiel des ressources au détriment des techniciens que sont les agents de santé au contact avec les malades et exposés à la contamination. Il faut de l'équité dans la gestion de la crise sanitaire. Cela rappelle également la gestion de la crise sanitaire où les hommes sur le terrain ne devraient pas manquer du nécessaire pour faire face aux agressions des terroristes. Ce double défi (sanitaire et sécuritaire) doit être relevé pour éviter une instabilité institutionnelle comme le prédisent certains cercles de réflexion.

La situation impose que les divergences politiques soient tues. Si l'autorité agit mal, l'opposition peut lui écrire une note ou la rencontrer au lieu de passer par les réseaux sociaux. Il faut un minimum de civilité dans les relations entre les acteurs politiques et tous les bords.

Outils de lancement

Actes	Outils
11.	Les guignols de l'info, « Les vaccins et la grippe », in https://www.dailymotion.com/video/xaipytt
12.	AMBD-News, « Discours à la nation du Président Ali BONGO ONDIMBA », in https://www.youtube.com/watch?v=E8qweUuYaVY
13.	
14.	
15.	

TOME IV

Actes 16 - 17 : Les défis communicationnels du COVID-19

Afin de permettre un approfondissement des questions discutées, la quatrième semaine de débat sur la géopolitique du COVID-19 porte sur les défis communicationnels. Comment appréciez-vous les actions de communication de tous les acteurs (politiques, leaders d'opinion, responsables des OSC, experts, activistes, soignants, citoyens) ? Comment améliorer l'offre d'information sur la pandémie ? Et l'autre fléau : le phénomène des fake news ?

Au Burkina Faso, il y a un semblant de cacophonie dans la communication, non seulement entre les membres de l'exécutif mais aussi au niveau des acteurs stratégiques et des techniciens. Ministres, conseillers spéciaux, responsables politiques, médecins et autres acteurs s'expriment sur les mesures prises sans trouver un consensus. La communication gouvernementale est caractérisée par une certaine cacophonie depuis les premiers instants de la crise avec le ministre de la santé esseulé qui tente tant bien que mal de se défendre. L'impression que ça donne au profane, c'est l'incompétence des acteurs. Ils devraient se faire accompagner par des spécialistes.

Les messages destinés au grand public semblent ne pas atteindre l'objectif visé. En effet, le citoyen lambda qui ne se sent pas vraiment concerné par la pandémie et la considère comme un problème de riches ou même une chimère. Des gens ont affirmé qu'ils n'ont pas de voisins ou de connaissances malades. Et que si la maladie existait, ils auraient eu quelqu'un de leur entourage malade. Il manque des reportages dans les médias conventionnels sur le fléau à l'image de ce qui a été fait ce 14 avril 2020 sur l'hôpital de Tengandogo Cela laisse les rumeurs prendre les devants rendant difficile le changement des comportements.

La posture choisie par les acteurs était de courir derrière les fausses informations pour les démentir au lieu d'avoir une posture d'anticipation. Il y a tellement d'information si bien qu'il est difficile de pouvoir faire la différence entre la bonne et l'ivraie. Il revient aux gouvernants d'assumer le leadership de la communication publique et sociale. Pour cela, il faut avoir un discours qui a un sens et qui peut fédérer.

Sur RFI, il fait état d'une certaine cacophonie autour de la pandémie au Tchad par défaut d'un communicateur pour piloter et orienter la prise de parole publique. Il faut des journalistes professionnels pour informer les citoyens en temps de crise. Les journalistes généralistes couvrant tous les événements ne peuvent pas produire des informations sensées pour orienter et guider les publics. Ils se contentent des bribes d'information distillé sur les médias sociaux et reprennent les dépêches des médias occidentaux et cela n'arrange pas les choses. On a besoin de journalistes spécialisés en santé et surtout en situation de crise sanitaire comme il y a des journalistes de guerre. Il faut surtout du professionnalisme et de la responsabilité sociale et ce qui porte atteinte à l'intérêt commun doit être souligné.

Le public a besoin d'information vraie pour ne pas donner libre cours aux Fake news. À ce niveau le gouvernement est mis au banc des accusés. Il doit assumer son leadership et permettre de crédibiliser les informations issues des institutions républicaines. Face à une pluralité d'acteurs, la crédibilité de la source informationnelle (celle étatique) est bafouée et il faut la restaurer. Pour ce faire, toutes les composantes de la société doivent être mises à contribution (du sommet de l'État jusqu'au citoyen

ordinaire) pour un "assainissement" des mentalités afin de faire prévaloir des attitudes responsables.

Acte 18 : La base communique... le sommet silencieux ?

Les populations à la base expriment leurs attentes vis-à-vis du sommet. Nous prenons en exemple le jeune qui, en langue mooré, exprime sa frustration et invite l'Etat à protéger les populations les plus vulnérables par un accompagnement conséquent dans le cadre de l'application des mesures de lutte contre le COVID-19. En résumé, voici la substance de son message :

1. Une adresse aux leaders coutumiers, religieux et aux personnes âgées pour qu'ils interpellent la première autorité que les populations les plus vulnérables sont privées de moyens d'existence à la suite des mesures prises : fermeture des marchés et yaars, couvre-feu
2. Il dénonce la répression des FDS sur les pauvres personnes, notamment des vieilles qui cherchent à vendre de quoi la soirée pour survivre
3. Les mesures d'accompagnement profitent seulement à la classe moyenne qui dispose d'électricité et d'eau
4. Un sac de riz donné à chaque famille démunie aurait permis de convaincre les plus faibles à rester à la maison
5. L'histoire récente du Burkina Faso enseigne que l'autorité la plus puissante a une fin et cela peut venir de Dieu si les plus vulnérables souffrent par la faute de celui qui a le pouvoir de soulager.

En somme, faute d'espoir, il s'en remet à Dieu et souhaite un malheur plus gros à ceux qui sont à la base de leurs souffrances...

Est-ce que cette prise de parole à la base est un nouveau phénomène dû à la facilité de communication offerte par les TICs ? Comment le citoyen lamda concurrence-t-il la parole politique et officielle ? Ce propos a-t-il la chance d'être entendu au sommet ?

Le jeune semble désorienté car il a l'impression de ne pas avoir une oreille attentive. Il se pose un problème de communication entre le gouvernant et le gouverné. Il demande un sac de riz par famille vulnérable et cela devait être facilité par les représentants des populations, notamment les conseillers municipaux et les députés. Les cadres ressortissants peuvent aussi jouer un rôle important. La riposte doit être globale et intégrée.

Le boom des TIC a favorisé la prise de parole au niveau de la base. Dans un passé récent, ce sont les journaux qui donnaient l'information au public. Cette information était relayée par les radios locales. Mais de nos jours le citoyen lamda peut avec son smartphone diffuser une information, donner son avis par rapport à une situation donnée.

Quant au cri de cœur du jeune homme, ce n'est pas évident que le sommet en ait l'écho car les conseillers sont plus préoccupés par leurs intérêts personnels, matérialistes et égoïstes, que par les préoccupations des citoyens.

Acte 19 : L'Afrique, à quand la maîtrise de son destin par elle-même ?

Il est temps que les Africains comprennent qu'ils doivent agir pour leur liberté et pour leur indépendance. La pandémie vient démontrer que l'Afrique peut offrir une solution de solidarité au monde en souffrance. Mais, par complexe et par mimétisme, les dirigeants attendent toujours le soutien de la communauté internationale, convaincus qu'ils ne s'en sortiront pas sans l'aide de l'extérieur. « L'Afrique est le continent qui donne toujours l'image de la misère notoire de sa population. Cette image est fabriquée en laboratoire par les puissances étrangères en complicité avec la bourgeoisie compradore fondée et entretenue par les dirigeants africains. La communication sur l'Afrique doit se faire avec l'accord des puissances étrangères. L'Afrique n'est pas libre de trouver ses propres solutions aux problèmes économiques et sanitaires sous peine d'élimination du géniteur. La perception de domination de l'Occident sur l'Afrique reste gravée à tel point qu'on s'apitoiera toujours sur elle. Il faut que l'Afrique montre son potentiel de se prendre en charge sans aide sur tous les plans pour se faire respecter et occuper le cercle des grands. On a les moyens il manque la volonté des dirigeants. », soutient un participant.

Acte 20 : La communication politique africaine à l'heure du COVID-19

Comment appréciez-vous la parole politique africaine à l'adresse du monde ? Doit-elle se réduire à réclamer l'annulation de la dette ? Doit-elle simplement être l'écho de celle des dirigeants du monde ? Est-il temps que l'Afrique dise clairement ce qu'elle pense de la gouvernance mondiale ? Le président du Niger disait que le COVID-19 donnait l'occasion de discuter de la gouvernance du monde ? Comment l'Afrique pourra-t-elle participer utilement à cette négociation d'un nouvel ordre mondial ? Quittera-t-elle la domination occidentale pour entrer dans le giron chinois ?

L'Union africaine ne s'est pas faite davantage entendre autour de la pandémie au moment où l'Onu, l'OMS et le G20 se préoccupent des effets dramatiques attendus pour l'Afrique. Monsieur Ibrahim Assane Mayaki, Secrétaire exécutif du NEPAD défend l'organisation continentale en affirmant qu'elle a fait preuve d'anticipation : « ... l'Afrique elle-même a pris les devants dans sa réponse au Covid-19. Je ne connais pas d'autre région au monde où il y a eu une stratégie commune. Vous savez que l'Union africaine a le CDC, qui est le Centre de prévention et de gestion des épidémies... Très vite, au mois de février, l'ensemble des ministres africains de la Santé ont été réunis à Addis-Abeba, ils ont défini une feuille de route, et nous-mêmes, en tant qu'Agence de développement de l'Union africaine, nous travaillons sur cette feuille de route dans un certain nombre de domaines. » (RFI, Invité Afrique du 17 avril 2020).

Outils de lancement

Actes	Outils
16 - 20	https://m.facebook.com/story.php?story_fbid=1056201544752557&id=100010881641445
	Studio Yafa - Fondation Hirondelle, COVID-19 et Fake news, in https://m.facebook.com/SudioYafaBurkina/videos/246420366732688/?refsrc=https%3A%2F%2Fm.facebook.com%2FSudioYafaBurkina%2Fvideos%2F246420366732688%2F&_rdr
	VOX AFRICA, « Coronavirus : une opportunité pour l'Afrique », in https://www.facebook.com/127419053279/posts/10157961485753280/?funlid=0fpX6kmF1PKgOYvU&d=w&vh=e

TOME V

COVID-19 : un défi pour les démocraties libérales

Au cours de la semaine du 20 au 26 avril, le cerveau collectif de l'IACDI a réfléchi sur le thème « LE COVID-19 EST-IL UN ENNEMI DE LA DEMOCRATIE EN AFRIQUE ET DANS LE MONDE ? » Certains participants reconnaissent la « suspension » des libertés individuelles et collectives (liberté de regroupement et de circulation, liberté d'association qui met en mal les activités des acteurs de la société civile, union syndicale, la protection des données, droit à l'information...) dans les pays démocratiques afin d'éviter la propagation du nouveau coronavirus. Cette remise en cause interpelle également la responsabilité individuelle.

Au Burkina Faso et en France, le manque de discipline semble jouer en faveur de la propagation de la pandémie. Quand il faut contraindre des populations ou les verbaliser pour qu'elles ne propagent pas l'épidémie, on peut s'interroger sur l'impact de l'indiscipline et de l'incivisme sur la lutte contre le COVID-19.

Si certaines démocraties occidentales ont du mal à suivre la cadence dictée par la pandémie comme la France, l'Italie, l'Espagne et les Etats-Unis, d'autres comme la Corée du Sud montre le chemin de l'exemplarité en matière de bonne gouvernance de l'épidémie. Les géniteurs de la démocratie sont ébranlés et se replient sur eux-mêmes. Chaque pays échafaude sa propre stratégie de survie. Les grandes « démocraties » se disputent les masques fabriqués par la Chine.

Pour les pays étiquetés de « dictatures » comme la Russie, la Chine et la Corée du Nord, le contrôle de l'information et la discipline imposée aux populations permettent de cacher certains mensonges d'Etat qui

seront connus tôt ou tard, selon certains analystes. Il ne faut cependant pas occulter les résultats probants obtenus dans par ces « dictatures » même si les moyens utilisés peuvent être « démocratiquement » critiquables. Par solidarité ou par propagande, les « dictatures » vont au secours des « démocraties » comme l'envoi de missions médicales chinoise, cubaine et russe en Italie.

Il est quand même évident que le virus a aussi révélé que la démocratie demeure une utopie et elle n'est pas suffisante pour gouverner une nation, surtout en tant de crise. Dans plusieurs démocraties, ce n'est plus la majorité qui décide mais une minorité devant réfléchir, manager, décider et faire appliquer les décisions.

En Afrique, les pouvoirs se montrent assez faibles face à la pression populaire. Certaines mesures sont prises et abandonnées suite à la grogne sur les réseaux sociaux.

L'actualité en Afrique montre une volonté des anciens maîtres de continuer à dicter la conduite à tenir afin de garantir leurs intérêts impérialistes. Le COVID-19 est vu comme une opportunité pour pérenniser le néocolonialisme européen sur le continent noir. Plusieurs pays africains sont considérés comme de bons élèves en matière de démocratie mais la gouvernance au quotidien apporte davantage de souffrance aux populations. Au lieu d'inventer des démocraties africaines propres, les pays du continent se contentent de singer l'Occident.

L'enjeu fondamental mis en évidence par le COVID-19 est la guerre de l'information conduite par les médias géopolitiques et géostratégiques des grandes puissances aussi bien les « démocraties » que les « dictatures ». L'Afrique devient une consommatrice immobile de ces productions médiatiques qui plongent les populations dans l'inertie et la colère. Nous sommes dans une bataille de

communication et celui qui saura mieux communiquer prendra le devant. Mais où sont les Etats africains et le Burkina Faso ?

Au-delà de la démocratie mise en danger par le COVID-19, c'est la survie de chaque Etat qui est en jeu à commencer par les grandes puissances. Le géostratège français Xavier Gilhou observe l'évolution des espaces géopolitiques et conclut : « Les trajectoires de ces différents ensembles d'acteurs se sont reconfigurées brutalement avec l'arrivée du coronavirus fin 2019. Xi Jinping en a profité pour procéder à une fulgurante reprise en main du pays. (...). Donald Trump, après avoir cherché à relativiser l'évènement, a été obligé d'encaisser le choc avec toutes les conséquences en termes d'effondrement économique, de crise potentielle sur le plan financier voire de remise en cause de sa propre réélection. Pour l'UE, nous assistons à une vacuité affligeante des institutions qui ne jouent pas leur rôle de solidarité et d'amortisseur face à une hétérogénéité de postures qui démontrent un niveau d'impréparation pathétique dans le traitement des évènements. (...). Pour la Russie, la question collatérale de la chute des cours du pétrole fait plus de dégâts à Moscou pour le moment sur les budgets que le COVID-19, mais elle confirme l'ouverture de nouveaux champs d'opportunités de négociation avec les américains autour de la maîtrise stratégique de l'énergie face à cette surprise virale venant de Chine qui déstabilise tout le système économique occidental. » Les organisations internationales, notamment l'OMS sont accusées de complicité avec la Chine. L'Afrique quant à elle semble aphone, sauf à faire ce qu'elle sait le plus faire « demander l'annulation de ses dettes que ces dirigeants ont eu pourtant du plaisir à dépenser pour des projets de prestige. » A quand l'Afrique ? L'espoir viendra-t-il du Bénin avec Api-COVID, de Madagascar avec COVID organics ou de la RDC avec Mana COVID ?